

Référent      Margaux CHAGUE  
Tél. direct    +33 4 78 95 29 69  
E-Mail        Margaux.CHAGUE@amstein-walthert.fr  
Projets        CHAG/TOUI/900531/CDC diag PEMD  
Date          Besançon, 11 avril 2025

**Mémo – cahier des charges diagnostic PEMD**  
**Projet    Palais de Justice de Besançon**

---

Participant(s)

Equipe maîtrise d'ouvrage  
Equipe maîtrise d'œuvre

Copie à

---

## **1. Contexte du projet**

Le projet concerne la rénovation et la réorganisation du Palais de Justice, à Besançon. Cette opération vise à améliorer la performance énergétique du bâtiment, le confort de ses occupants, notamment en période estivale, ainsi que la fonctionnalité des lieux.

Le Palais de Justice de Besançon est situé en hypercentre, dans le quartier de la Boucle, entre la rue Mégevand et l'Hôtel de Ville. Il compose un îlot complet autour de deux cours, et a été réhabilité de manière importante en 2005 autour de deux pôles principaux, représentant une SHON d'environ 17 000 m<sup>2</sup>, répartie sur 7 niveaux dont 2 niveaux de sous-sol.

L'Ancien Palais, à l'Est, a été construit au XVI<sup>e</sup> siècle. Il a été réhabilité en 2005 mais a conservé sa configuration initiale, avec des façades en pierre de taille. Cette partie du site abrite notamment des salles historiques inscrites à l'inventaire des monuments historiques qui n'ont pas bénéficié de la rénovation de 2005.

Le Nouveau Palais, à l'Ouest, a été construit en 2003. Il est un mélange de construction neuve, surélévation et restructuration de bâtiments anciens. En particulier, l'entrée rue Mégevand, bien que faisant partie de l'emprise du Nouveau Palais, a été construite à la même époque que l'Ancien Palais mais a été rénovée lors de la construction de l'extension.

Le Palais de Justice de Besançon regroupe sur un seul site la Cour d'Appel, le Tribunal Judiciaire, le Tribunal de Commerce, le Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale et le Tribunal du Contentieux de l'Incapacité.

Le bâtiment comprend 6 salles historiques (environ 1 000 m<sup>2</sup>), des bureaux (environ 4 200 m<sup>2</sup>), des salles de réunions (environ 500 m<sup>2</sup>), des salles d'audiences (environ 800 m<sup>2</sup>), une espace de détention (environ 200 m<sup>2</sup>), une cafétéria (environ 150 m<sup>2</sup>). Le reste de la surface est constitué des circulations et des locaux liés au fonctionnement du site (archives, locaux techniques, rangements, ...).

## 2. Description sommaire du projet

Le projet de rénovation et de réorganisation du Palais de Justice de Besançon concerne la restructuration de l'ensemble des surfaces existantes, comprenant :

- La dépose des doublages existants et la mise en œuvre d'un complexe de doublage avec isolant biosourcé ;
- La dépose des rampants sous toiture existants et la mise en œuvre de faux-plafonds non démontables avec isolant biosourcé ;
- La dépose de l'isolation projetée existante sur les planchers des combles accessibles et la mise en œuvre d'un isolant biosourcé projeté et d'un cheminement technique en bois ;
- La dépose de l'ensemble des menuiseries extérieures (hors salles historiques) et leur remplacement par des menuiseries bois ou aluminium ;
- La rénovation ou le remplacement à l'identique des menuiseries extérieures des salles historiques et la mise en œuvre d'une double menuiserie ;
- La mise en œuvre d'occultations extérieures de type brise-soleils orientables ou stores toile ;
- La dépose et le remplacement des vitrages des façades rideaux, avec intégration d'ouvrant, et mise en œuvre de brise-soleils fixes horizontaux ;
- Le réaménagement du parvis ;
- La dépose et le remplacement des barreaudages des menuiseries extérieures en RDC ;
- La mise en accessibilité de l'ensemble du site (hors salles historiques) ;
- La dépose partielle des équipements de chauffage, de ventilation et de climatisation ;
- La dépose et la repose des radiateurs existants ;
- Le rétrofit des centrales de traitement d'air existantes ;
- Le raccordement du site à la future extension du Réseau de Chaleur Urbain ;
- Le remplacement de l'ensemble des luminaires non équipés de LED ;
- Le remplacement de l'ensemble de l'appareillage électrique (courants forts et faibles, réseaux courant faible repris en 2018).

Le projet est actuellement en phase APD. Les documents suivants pourront être transmis au Titulaire :

- Plan de niveaux avec repérage des services ;
- Plan d'aménagement du parvis ;
- Plan de repérage des améliorations et mises aux normes ;
- Plan d'accessibilité ;
- Plan des niveaux techniques Isolation ;
- Phasage des travaux envisagés ;
- Note relative à la gestion et recyclage des déchets de déconstruction et de construction dans le cadre de la loi AGECE (notice APS gestion des déchets).

### 3. Objectifs de valorisation des déchets et de réemploi

Suivant la note relative à la gestion et recyclage des déchets de déconstruction et de construction dans le cadre de la loi AGECE réalisée en APS, l'objectif de valorisation est donné par typologie de déchets selon les modalités des 8 flux réglementaires, d'après le décret n°2021-950 du 16 juillet 2021 et l'entrée en vigueur du 8ème flux (textiles) au 1er janvier 2025. Les objectifs suivants sont visés :

		Objectifs de valorisation	
		Globale	Matière
Déchets non dangereux inertes (DNDI) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Béton</li> <li>- Verre</li> <li>- Plâtre</li> <li>- Autre DI</li> </ul>	<b>90 %</b>	<b>90 %</b>
Déchets non dangereux non inertes (DNDNI) :	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Papier &amp; carton</li> <li>- Métaux</li> <li>- Bois</li> <li>- Plastiques</li> <li>- Textiles</li> <li>- Autres DIB</li> </ul>	<b>70 %</b>	<b>50 %</b>
Déchets dangereux (DD)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Aérosols</li> <li>- Bois traité</li> <li>- Huiles</li> <li>- Solvants et peintures</li> <li>- Tubes fluorescents</li> <li>- etc.</li> </ul>	-	-
Menuiseries		<b>70 %</b>	<b>70 %</b>
Réemploi		<b>A définir selon Diag PEMD</b>	

Dans le cadre d'un projet de rénovation d'un bâtiment historique en centre urbain, la maîtrise d'ouvrage souhaite maximiser le réemploi in situ, et minimiser la production de déchets à acheminer et à traiter. En cas d'absence de potentiel de réemploi in situ, la mise à disposition aux filières locales de réemploi est souhaitée.

### 4. Descriptif des éléments à intégrer dans le PEMD

Le diagnostic PEMD devra être réalisé conformément aux articles 51 et 130 de la loi 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (loi AGECE) et de ses décrets d'application 2021-821 et 2021-822 du 25/06/2021 relatifs au diagnostic portant sur la gestion des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition ou de la rénovation significative de bâtiments.

Le diagnostic PEMD portera sur l'ensemble des locaux du Palais de Justice de Besançon.

Ce diagnostic doit contenir au minimum :

- Le nombre de visites sur site nécessaire à la quantification de l'ensemble des produits, matériaux et équipements en présence (à minima 1) ;
- Une investigation documentaire comprenant la consultation de documents existants mis à disposition par le MO (constat de risque d'exposition au plomb, diagnostic relatif à la présence d'amiante, rapport relatif au repérage de l'amiante, état relatif à la présence de termites dans le bâtiment...) ;
- Un détail et un récapitulatif comportant :
  - o La localisation de l'ensemble des produits, matériaux et équipements déconstruits :
    - Matériaux, produits de construction et équipements constitutifs des bâtiments ainsi que de leur fonction ;
    - Déchets potentiellement générés par ces produits, matériaux et équipements avec l'indication de la classification du déchet ;
    - Déchets résiduels issus de l'usage et de l'occupation des bâtiments ;
  - o Une estimation de l'état de conservation des produits, matériaux et équipements déconstruits ;
  - o L'estimation de la nature et de la quantité des produits, matériaux et équipements déconstruits ;
  - o L'estimation de la nature et de la quantité des produits, matériaux et équipements qui peuvent être réemployés ;
  - o L'estimation de la nature et de la quantité des produits, équipements, matériaux et déchets issus de la démolition pouvant être réutilisés, recyclés, valorisés sous forme matière ou en vue d'une production d'énergie ou éliminés ;
  - o Des indications sur les possibilités de réemploi sur le site de l'opération, sur un autre site ou par l'intermédiaire de filières de réemploi, notamment les filières locales, pour l'ensemble des produits, matériaux et équipements déconstruits ;
  - o A défaut de réemploi, les indications sur les filières de gestion et de valorisation des déchets, notamment les filières locales, en vue, par ordre de priorité décroissante, de leur réutilisation, leur recyclage ou une autre valorisation matière, leur valorisation énergétique ou leur élimination, pour l'ensemble des produits, matériaux et équipements déconstruits ;
  - o Des indications sur les précautions de dépose, de stockage sur chantier pour les produits, matériaux et équipements pouvant être réemployés, ainsi que sur les conditions techniques et économiques prévues pour permettre leur réemploi ;
  - o Des indications sur le tri, le stockage et le transport des déchets, ainsi que sur les conditions techniques et économiques prévues pour permettre leur réutilisation, leur recyclage ou une autre valorisation matière, leur valorisation énergétique ou leur élimination. En cas de vices ou de désordres apparents du bâtiment, le diagnostic fournit des indications sur les précautions de démolition ou de rénovation ;
  - o Des indications relatives aux filières de collecte, regroupement, tri, valorisation et élimination des déchets ;
  - o Une estimation de la surface de stockage nécessaire au réemploi in situ.

## **5. Livrables / attendus**

- Visite(s) de site ;
- Etude des documents fournis par la Maîtrise d'Ouvrage ;
- Elaboration d'un inventaire et de fiches matériaux avec déclinaison des options possibles allant du réemploi à la réutilisation et au recyclage, comprenant l'évaluation de chacune des options proposées (en fonction des filières/coût/faisabilité technique/stockage/impact carbone/réemploi in-situ/...) ;
- Elaboration du rapport de synthèse avec un bilan synthèse en format tableur, qui pourra servir de prélude au registre des déchets.

## **6. Qualifications requises**

Le candidat devra être un opérateur qualifié pour la réalisation d'un PEMD au sens de la réglementation en vigueur. Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra fournir un mémoire technique précisant à minima les points ci-dessous :

- Délai et temps passé, avec fourniture d'un planning ;
- Moyens humains, avec fourniture des CV des intervenants et des qualifications du candidat ;
- Moyens matériels ;
- Méthodologie développée pour la réalisation du PEMD ;
- Liste de 3 références de PEMD, en précisant l'année de réalisation et les surfaces concernées. Des références avec réemploi effectif seraient un plus.

## **7. Moyens matériels et humains mis en œuvre**

Le candidat prend à sa charge les frais de personnel, de toute nature, engagés pour l'accomplissement de sa mission. Le personnel intervenant devra disposer des équipements de protection individuelle adaptés et en quantité suffisante, et, le cas échéant, disposer des compétences pour mettre en œuvre les moyens de protection collective adaptés.

Le candidat précisera dans son mémoire technique la liste des personnes identifiées comme pouvant intervenir pour cette mission, ainsi que l'organisation proposée en termes de moyens humains. Il précisera également s'il compte faire appel à de la sous-traitance et indiquera pour quelle mission. Il pourra d'ailleurs fournir au moment de son offre l'acte de sous-traitance correspondant.

Le soumissionnaire fournira au moins 48h à l'avance au Maître d'Ouvrage le nom de (des) l'opérateur(s) de repérage, parmi la liste proposée et acceptée par la Maîtrise d'Ouvrage, afin que soient assurées les modalités d'accès au site.

## **8. Clause de confidentialité**

Les documents finaux ne pourront faire l'objet d'aucune communication à autrui sans accord express et écrit de la Maîtrise d'Ouvrage. Le Titulaire considérera comme confidentielles toutes les informations qu'il pourrait acquérir ou qui lui seront communiquées par la Maîtrise d'Ouvrage et s'engage à exécuter ses missions dans ce même esprit de confidentialité. Le Titulaire soumettra à cette même obligation ses employés et collaborateurs.

## **9. Planning**

Réalisation du diagnostic souhaité sous un délai de 2 mois.

Les relevés se feront en site occupé, avec accompagnement par les services de la Maîtrise d'Ouvrage lors des visites.